

milliard

Un milliard
pour la transition
juste.

Masterclass

**RTES : le financement
de la transition par
les collectivités territoriales**

13/04/2026

L'opération *m*illiard est une association composée d'acteurs et d'actrices de la Transition juste.

Nous créons du lien et des alliances pour rediriger, **ensemble**, les flux financiers et **faire basculer des milliards d'euros** vers ce qui compte vraiment : la Transition juste et les organisations qui la portent.

L'opération Milliard agit selon 3 axes :



**RENDRE VISIBLE
LES BESOINS DE
LA TRANSITION JUSTE**

L'opération Milliard **documente, raconte et amplifie les réalités et besoins des organisations de la Transition juste**, pour que leurs modèles deviennent désirables et inspirent d'autres.



**FINANCER
DIRECTEMENT POUR
METTRE EN PRATIQUE**

L'opération Milliard développe des **outils de financement** adaptés aux organisations de la Transition juste pour montrer qu'ils sont viables, reproductibles et désirables, en atteignant des seuils de levée qui crédibilisent le modèle.



**TRANSFORMER
LES PRATIQUES
DES FINANCEURS**

L'opération Milliard déploie de **nouvelles pratiques de financement adaptées aux organisations de la Transition juste** auprès des financeurs pour qu'ils fassent évoluer leurs pratiques, et porte les **plaidoyers** nécessaires aux changements des pratiques.

RTES : le financement de la transition par les collectivités territoriales

Intervenante



Anne-Laure Federici

Déléguée Générale du RTES

Autour de 2 convictions :

- **L'ESS est une réponse au développement de nos territoires**
- **La coopération, entre collectivités et acteurs, entre acteurs, et entre collectivités, est une condition pour le développement d'une économie plus solidaire et durable**

Un espace d' échanges et de ressources

Journées d'échanges, webinaires & clubs régionaux des collectivités pour l'ESS

Guides RepèrESS - Points de RepèrESS

Chantiers de travail: ex place ESS dans les territoires ruraux (TRESSONS); coopération économique territoriale (PTCE)

Appui conseil juridique (SCIC notamment)

Un site, www.rtes.fr, une newsletter mensuelle, flash hebdo (pour les adhérents) & des réseaux sociaux



Un chantier et RepèrESS en préparation autour de l'approche territoriale de l'évaluation de l'utilité/impact social



Un espace plaidoyer

Pour faire avancer la place de l'ESS dans les politiques publiques

Et porter la voix des collectivités adhérentes





Kit Municipal ESS 2026

Développer l'économie de la transition
juste dans les territoires

Version de travail présentée au Salon des Maires
et des Collectivités Locales 2025

novembre 2025



Une initiative de rtes.

Kit Municipal ESS 2026

Commande publique responsable

Le cadre législatif et réglementaire de la commande publique évolue. Le cadre législatif et réglementaire de la commande publique évolue. Le cadre législatif et réglementaire de la commande publique évolue.

Agriculture et alimentation durables & ESS

Changement climatique, offre de produits locaux, offre à disposition du monde agricole, offre à disposition du monde agricole, offre à disposition du monde agricole.

Plusieurs leviers d'actions possibles :

- Renforcer l'accompagnement en matière de conseil et de conseil.
- Appuyer les acteurs locaux.
- Appuyer les acteurs locaux.

Appuyer le rôle et favoriser la médiation pour répondre à l'installation des acteurs et les besoins, les besoins.

- Appuyer le rôle et favoriser la médiation pour répondre à l'installation des acteurs et les besoins, les besoins.
- Appuyer le rôle et favoriser la médiation pour répondre à l'installation des acteurs et les besoins, les besoins.

Soutenir la structuration des acteurs de l'ESS

- Soutenir la structuration des acteurs de l'ESS.
- Soutenir la structuration des acteurs de l'ESS.

Une initiative de rtes.

Kit Municipal ESS 2026

Économie sociale et solidaire & revitalisation des centres-villes

Voies commerciales préexistantes, concurrence du e-commerce et des zones commerciales nouvelles, mais aussi participation, déclin démographique et dégradation de la qualité de vie.

Plusieurs leviers d'actions possibles :

- Appuyer les acteurs locaux.
- Appuyer les acteurs locaux.

Kit Municipal ESS 2026

Modes de contractualisation entre collectivités et acteurs de l'ESS

Les relations contractuelles avec les acteurs de l'ESS s'étoffent à tous les échelons des collectivités et de l'État. Subventions, conventions pluriannuelles d'objectifs, appels à projets, commandes publiques.



Quelles sont les règles sur la subvention ? Les subventions sont soumises au droit de la commande publique. Les subventions sont soumises au droit de la commande publique.

Une initiative de rtes.

Kit Municipal ESS 2026

Kit Municipal ESS 2026

Kit Municipal ESS 2026

Kit Municipal ESS 2026

Le Kit Municipal **ESS** est composé d'une trentaine de fiches :

4

fiches introductives

donnant les premières clés pour la mise en œuvre d'une politique volontariste structurée

1

fiches leviers

détaillant les leviers techniques des communes et intercommunalités pour soutenir le développement de l'ESS

2

14

fiches thématiques

illustrant la façon dont les différentes politiques publiques thématiques peuvent intégrer l'ESS

L'ESS au cœur des compétences du bloc communal

Action sociale et santé

Soutien aux structures d'accueil de personnes handicapées, appui aux entreprises adaptées du territoire, développement de la silver économie solidaire, soutien à des SCIC de santé...

Transports et mobilités

Soutien à l'autopartage et au covoiturage, aide à la création de plateformes solidaires de mobilité, soutien aux ateliers vélo, utilisation de matériaux écologiques pour les routes...

Culture, éducation populaire, jeunesse et sport

Soutien aux initiatives culturelles locales, soutien aux associations, appui aux démarches collectives et aux lieux mutualisés...

Développement économique et touristique

Revitalisation des commerces de proximité par l'ESS et par les monnaies locales, soutien à la création de coopératives, animation de démarches de coopération économique territoriale, tourisme solidaire mobilisant les habitants...

Numérique

Soutien aux associations luttant contre la fracture numérique, utilisation de logiciels libres, aide à la création de fablabs...

Enseignement, petite enfance et activités extrascolaires

Restauration scolaire bio, locale et équitable, soutien aux crèches associatives, aux associations culturelles et sportives...

Politique de la ville

Intégration de l'ESS dans les contrats de ville, organisation de formations croisées pour les services politiques de la ville et l'ESS...

Emploi et insertion professionnelle

Partenariat avec les structures d'insertion par l'activité économique, clauses sociales dans l'ensemble des marchés publics, expérimentation Territoires Zéro Chômeur Longue Durée...

Agriculture et alimentation

Approvisionnement bio et local de la restauration collective, intégration des structures de l'ESS dans les Projets Alimentaires Territoriaux, soutien à la création de structures de transformation territorialisée en lien avec l'ESS...

Collecte, gestion et valorisation des déchets

Accompagnement de ressourceries, objectifs de valorisation des déchets dans les marchés publics, achats auprès d'acteurs de l'ESS de produits de seconde main...

Environnement et énergie

Soutien aux projets citoyens d'énergie renouvelable, soutien aux initiatives de maîtrise de consommation d'énergie, circuits courts alimentaires locaux...

Vieillesse et séniors

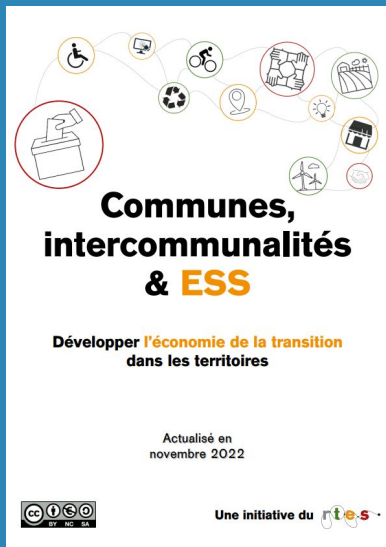
Approche transversale du vieillissement, lien avec les EHPAD, entretien des cimetières, soutien aux acteurs coopératifs du funéraire...

Accueil des gens du voyage

Soutien à des démarches d'auto-construction de logements, soutien à la création d'activités économiques...

Logement et cadre de vie

Soutien à l'habitat participatif et à l'auto-construction, développement des Organismes Fonciers Solidaires, marchés réservés pour des associations de médiation sociale et d'entretien du cadre de vie...



Commune: seul niveau de collectivité à avoir clause générale de compétences

Interco tient ses compétences d'un transfert des communes

→ Transfert obligatoire (développement économique, aménagement de l'espace (SCOT, PLUI),

→ Ou facultatif: à l'initiative des élus des communes et du groupement. Une compétence transférée est inscrite dans les statuts de l'intercommunalité qui est alors la seule à pouvoir l'exercer en lieu et place des communes.

Aide à immobilier d'entreprises

Aides économiques: convention avec la Région, compatibilité SRDEII

“bloc communal”



Kit Régional ESS

Développer l'économie de la transition
avec les régions

septembre 2021



Une initiative du

- Développement économique (SRDEII)

- - Aménagement du territoire et environnement (SRADDET)

- Formation professionnelle

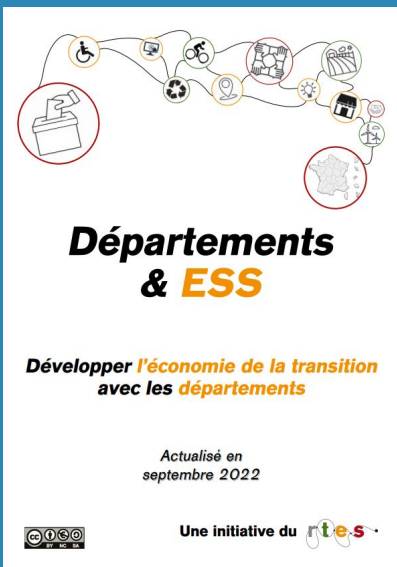
- - Gestion des programmes et fonds européens (FEDER, FEADER...)

- - Gestion des lycées

- - Transports par TER et transports inter-urbains,

+ compétences partagées





- Solidarités humaines et territoriales
- Interdiction d'aides directes aux entreprises
- Mais soutien possible à action en lien avec une de leurs compétences ou bénéficiant à public cible
- + pallier soutien initiative privée défaillante en milieu rural (et QPV)

Perte compétence générale depuis la loi NOTRe de 2015

Des compétences partagées: culture, tourisme, sport, éducation populaire, langues régionales



La commande publique: un levier important

- Des objectifs ambitieux du Plan national pour l'Achat Public Durable, en 2025:
 - 100% des contrats de la commande publique notifiés avec au moins une considération environnementale
 - 30% avec une considération sociale
- Le SPASER, un document stratégique et concerté obligatoire au-delà de 50 M achats

Synthèse des principales dispositions

L'intégration d'exigences sociales et environnementales

- Les conditions d'exécution (art. L2112-2) et les critères d'attribution (art. R2152-6 à R2152-8)
- L'utilisation des labels (art.R2111-12 à R2111-17)
- La notion de « cycle de vie » (art. R2152-9 à R2152-10)

Les marchés réservés

- Réserve de marchés aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés (art. L2113-12 à L2113-14)
- Réserve de marchés aux entreprises de l'ESS (art. L2113-15 à L2113-16)

Les achats innovants

- Le partenariat d'innovation (art. L2172-3)
- Les achats innovants (art. R. 2122-9-1)

La simplification des procédures et l'accès facilité aux TPE / PME

- Obligation d'allotissement et généralisation de la dématérialisation
- Exigences réduites
- Dispense de procédures pour les marchés dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros

Ressources sur la commande publique responsable

Le site internet du RTES (www.rtes.fr) et notamment :

- **Les Points de RepèrESS** sur [les modes de contractualisation](#), [les marchés publics](#), [les SPASER](#),...
- **La page “[Commande publique responsable](#)”** du kit Communes, intercommunalités & ESS
- **Les comptes-rendus de clubs régionaux** sur le sujet (ex : [Ile-de-France](#))

Mais aussi :

- Retours d'expériences [Marchés publics et structures de l'ESS](#) sur le site d'ESS France
- [Carteco](#), qui recense les structures de l'ESS qui font la transition écologique
- [Alliance Ville Emploi](#), des réseaux régionaux type Maximilien, et les CRESS
- [Plateforme Rapidd](#), animée par le CGDD
- Plateforme [Le Marché de l'inclusion](#), de l'Etat
- Le [Guichet Vert](#)
- [Guides de l'achat responsable](#), de la Direction des Achats de l'Etat



Commande publique responsable, un levier... ... mais des points d'attention

□ Diversité des modes de contractualisation

Subventions (définies dans la loi sur l'ESS de 2014): initiative associative; pas de réponse à un besoin individualisé préalablement identifié par collectivité; pas de contrepartie directe aux sommes versées. Via un appel à projets ou non

Délégation de service public

Marchés publics

Et les Services d'Intérêt Economique Général

Prochains rendez-vous nationaux:

Jeudi 23 avril

Webinaire : Une politique publique de la mort ? - Epilogue

De 12h à 13h30

Jeudi 7 mai

Webinaire franco-espagnol autour des politiques publiques d'économie sociale et solidaire

De 11h à 12h30

Début septembre

Assemblée générale du RTES



Mardi 28 avril

Webinaire : Présentation du kit MunicipalESS du RTES

De 13h30 à 14h30

Jeu. 28 et ven. 29 mai

Rencontre PTCE & Tiers-lieux : les Rencontres des coopérations économiques territoriales

Strasbourg

Mar. 17 & mer. 18 novembre

Forum national de l'ESS
Niort

Intervenante



Marie-Laure Cuvelier

Conseillère régionale déléguée à l'Economie Sociale et Solidaire et
à l'ouverture de l'action régionale, Région Nouvelle-Aquitaine



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

Direction de l'Economie sociale et
solidaire



Objectifs de la Stratégie Régionale de l'ESS...

L'enjeu de la Politique Régionale, initiée en 2017, est de **soutenir les entreprises** de l'ESS en prenant en compte toutes les étapes de leur cycle de vie, leur capacité d'innovation, de coopération, et de créer les conditions favorables à de nouvelles activités garantes de la création et du maintien d'emplois qualifiés et non délocalisables.



Politique d'amorçage

Compétence économique

Ancrée dans les territoires

Répondant aux besoins locaux

Potentiel de transformation de la société

Accompagner les **ENTREPRISES** de l'ESS à toutes les étapes de leur **CYCLE DE VIE**

Soutenir un **ECOSYSTEME D'ACCOMPAGNEMENT** favorable au développement de l'ESS

Encourager les **COOPERATIONS ECONOMIQUES TERRITORIALES** en faveur des transitions





SCHEMA DE SYNTHESE DU REGLEMENT REGIONAL EN FAVEUR DE L'ESS

Soutien aux entreprises de l'ESS à chaque étape de leur cycle de vie

Amorçage AMPLI (FSE+)

Création et développement d'activités

Aide au conseil

Mécénat de pair-à-pair

Accompagnement des structures en difficulté

Marché ESS en difficulté

Aide au recrutement d'un manager de transition

Soutien conjoncturel

Soutien aux coopérations dans les territoires

AMI Tiers-Lieux

Soutien aux coopérations territoriales
(PMET/RTE)

Soutien à l'écosystème de l'ESS

Coopératives d'Activités et d'Emplois (CAE)

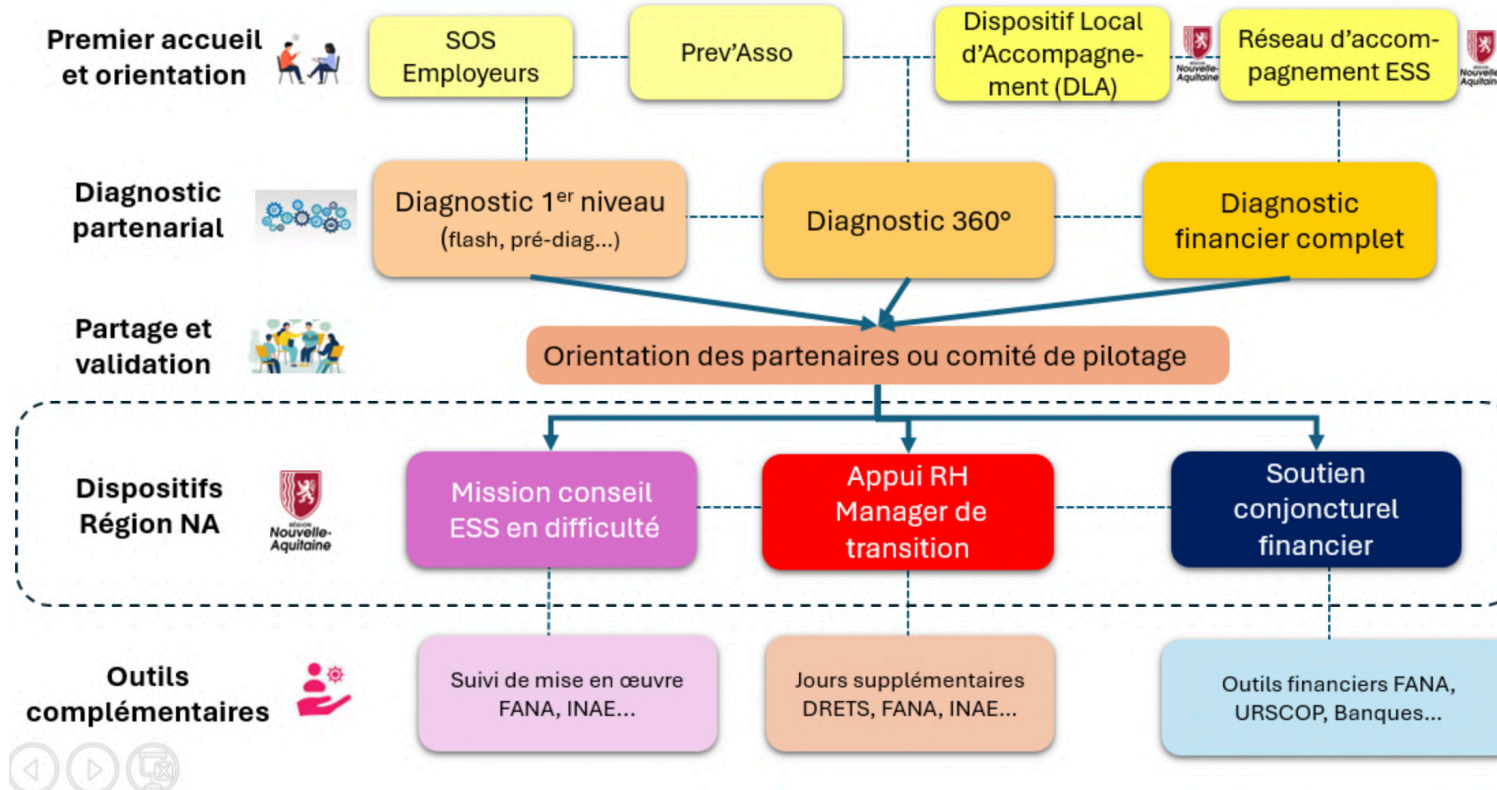
Incubateurs ESS

Sensibilisation et éducation à l'ESS

Soutien aux têtes de réseaux (CRESS, INAE, FANA, Coopérative des Tiers-lieux...)



Soutien aux structures de l'ESS en difficulté



Nouvel AMI Tiers-Lieux 25-28

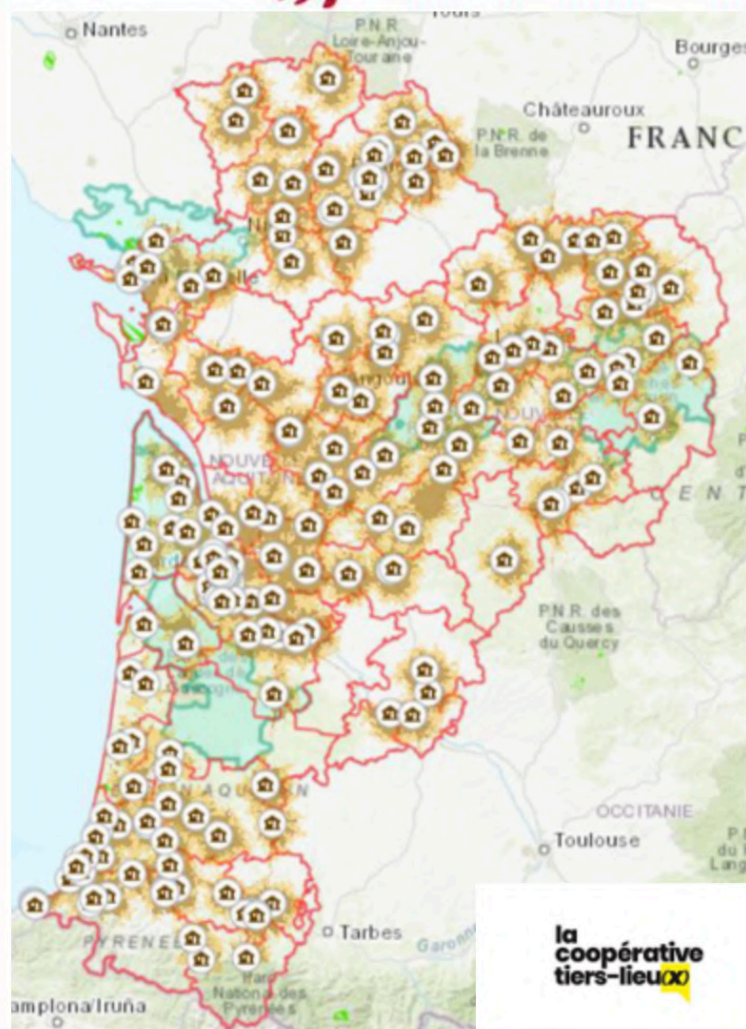
250 tiers-lieux ouverts en janvier 2025,
dont **plus de la moitié soutenus** par la Région

76% implantés en milieu rural

Certains territoires sont encore **non couverts** : pas de tiers-lieu à moins de 20mn en voiture

Notamment le **flanc est régional** (Creuse, Corrèze, Dordogne),
mais aussi le **Lot-et-Garonne, le Mellois-Ruffécois, le sud Vienne, le Val de Saintonge...**

[Tiers-Lieux en Nouvelle-Aquitaine](#)



Nouvel AMI Tiers-Lieux 25-28

2 Objectifs

- **Finalisation du maillage territorial**
soutien à la création dans les zones blanches
- **Consolidation des TL existants**
soutien au lancement de nouvelles activités dans 5 domaines :
- **apprendre et se former autrement**
- (orientation / formation / emploi)
- **produire autrement** (artisanat / numérique)
- **nourrir autrement** (agriculture / alimentation)
- **soigner autrement** (santé / prévention)
- **expérimenter**

Accord-cadre Région + Coopérative Tiers-lieux 25-28

Nouvelle relation contractuelle avec la tête de réseau, la Coopérative Tiers-lieux, via un accord-cadre qui établit une **vision partagée** et identifie des **objectifs communs à 4 ans**

Rôle déterminant dans la structuration du paysage régional,
l'accompagnement des porteurs de projets,
la détection des « signaux faibles » des tiers-lieux,
l'adaptation de la politique régionale

Organisme de formation et **certificateur national de la formation « Piloter un tiers-lieu »**

Fonction de **laboratoire d'innovation sociale** via l'accompagnement de démarches d'expérimentations





Réseau des collectivités **Territoriales** pour une **Économie Solidaire**



Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire Nouvelle-Aquitaine



BORDEAUX 2025

FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
GLOBAL SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY FORUM
FORO GLOBAL DE LA ECONOMÍA SOCIAL Y SOLIDARIA

29 - 31 October 2025

bordeauxgsef2025.org





Le SPASER 2 néo-aquitain se décline en 4 axes :

- | Environnemental : un achat public régional au service des transitions environnementales et de la santé ;
- | Economique : un achat public régional économiquement responsable pour un développement équilibré et soutenable du territoire ;
- | Social : un achat public régional socialement responsable ;
- | Ethique : un achat public régional professionnel et éthique, levier de performance et de confiance.

Merci pour votre participation !

QUESTIONS/RÉPONSES

Prochaine masterclass

Masterclass #5 du cycle “Partage de la valeur”

**Partager la valeur créée de façon différente :
les dividendes alternatifs (sociétal & climat)**

Avec :

- Laurent Berger, Crédit Mutuel
- Laura Beaulier, Climate Dividende

**Mardi 5 mai 2026
18h - 19h**

Inscription sur le site
de l'opération Milliard

Rejoignez-nous !



Adhérez à l'opération Milliard



Suivez-nous sur LinkedIn

